

**Communiqué du Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire,  
de l'internationale ouvrière révolutionnaire.**

**À bas le coup d'État impérialiste au Venezuela !**

Le mercredi 23 janvier, le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, élu le 5 du même mois, se proclamait président de la république et déclarait : « *Je jure d'assumer formellement les compétences de l'exécutif national comme président en exercice du Venezuela pour parvenir (...) à un gouvernement de transition et obtenir des élections libres* ». Ce nouveau « président » autoproclamé était immédiatement adoubé par D. Trump qui considérait Maduro illégitime et, ajoutait-il : « *Je continuerai à utiliser toute la puissance économique et diplomatique des États-Unis pour faire pression en faveur du rétablissement de la démocratie vénézuélienne.* » A vrai dire, c'est la poursuite d'une offensive commencée dès le début du mois contre l'investiture de Maduro pour un nouveau mandat, et certainement planifiée depuis longtemps. Le 5 janvier, les 17 pays du groupe de Lima, créé en 2017 pour faire pression sur le Venezuela, déclaraient Maduro « illégitime ». A cette réunion, avait participé Mike Pompeo, secrétaire d'État de Trump, en visioconférence, même si les États-Unis ne font pas partie de ce groupe. La déclaration demandait que Maduro rende les pouvoirs à l'Assemblée nationale dirigée par l'opposition et suspendue depuis l'élection de l'assemblée constituante.

Le lundi 21 janvier, une vingtaine de membres de la garde nationale bolivarienne ont arrêté leurs officiers. Rapidement avortée, cette tentative a été pourtant saluée par le vice-président Mike Pence qui appelait à la destitution de Maduro. Le 23, Guaidó prêtait serment, et était immédiatement reconnu par Trump, Bolsonaro, Macri et de nombreux autres chefs de gouvernement réactionnaires d'Amérique latine.

Les États-Unis accentuent les sanctions contre le Venezuela en s'attaquant à la compagnie nationale pétrolière PSDVA, selon le site du *Monde*, le 29/01 : « *Cinq jours après avoir reconnu le chef du Parlement comme président par intérim, la Maison-Blanche s'est attaquée à la compagnie pétrolière PDVSA, accusée d'être « un véhicule de corruption ». Selon le Trésor américain, ces sanctions qui interdisent à PDVSA de faire du commerce avec des entités américaines et gèlent ses avoirs à l'étranger ont pour objectif d'empêcher « le détournement de davantage de ressources » par Nicolás Maduro. Les raffineries de Citgo, filiale de PDVSA aux États-Unis, pourront continuer à fonctionner, les transactions financières passant par un compte bloqué, a précisé le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin.* ».

Derrière Guaidó et la MUD (Table d'unité démocratique), il y a la volonté de l'impérialisme de reprendre le contrôle total du Venezuela et de ses ressources pétrolières et minières, objet de convoitise pour les trusts des pays impérialistes. La seule liberté qui est en jeu est la liberté du commerce. Les travailleurs, la jeunesse, les masses pauvres du Venezuela ne peuvent rien attendre d'un tel coup d'État. Quant à de nouvelles sanctions, elles ne pourraient que frapper encore plus durement la population vénézuélienne.

Parmi les impérialismes, il y a celui qui est à l'initiative, celui des États-Unis, dans le cadre défini par Trump. Il est suivi par les gouvernements les plus réactionnaires du continent. En Europe, six pays, tous des impérialismes plus ou moins importants, ont emboîté le pas et mènent l'offensive dans le cadre de l'Union européenne pour la reconnaissance de Guaidó, avec un ultimatum d'une semaine pour organiser des élections présidentielles arrivé à échéance le dimanche 3 février. Macron y prend place, en reconnaissant Guaidó dès le matin du 4. Après avoir réveillé avec les troupes françaises en Afrique, fait affaire avec le maréchal Al Sissi, pilier de l'ordre au Moyen Orient, dont on passe sous silence les exploits en matière de démocratie, Macron fait la leçon de « démocratie » au compte des intérêts impérialistes en général, peut-être avec l'espoir de défendre ceux de l'impérialisme français.

La seule aide qui puisse être apportée en France au prolétariat et à la jeunesse du Venezuela, c'est le combat contre le soutien apporté par Macron, au coup d'État de Guaidó ; au-delà, il s'agit d'œuvrer au front unique des organisations ouvrières pour affronter le gouvernement Macron, gouvernement du capital financier, réactionnaire sur toute la ligne, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Combattre le coup d'État de Guaidó, agent des puissances impérialistes coalisées, n'est en rien un soutien à Maduro et sa politique. Il est clair, que si l'offensive impérialiste peut se développer, y compris avec le soutien des habitants des quartiers de bidonville de Caracas, c'est en raison de la catastrophe économique et sociale que vit la population laborieuse, conséquence de la politique de Maduro et Chávez. La misère et la faim, l'impossibilité de se soigner, mais aussi la répression contre les travailleurs eux-mêmes, contre les grèves ou les émeutes de la faim, voilà ce que propose le gouvernement Maduro, tandis qu'il ouvre les ressources naturelles aux capitaux étrangers. Mais le coup d'État de Guaidó ne vise en rien à alléger les souffrances des masses du Venezuela. Il vise au contraire à les mettre directement sous la botte des puissances impérialistes, à commencer par l'impérialisme des États-Unis. C'est pourquoi tout doit être fait pour s'opposer à ce coup d'État en cours, pour s'y opposer inconditionnellement, dans tous les pays concernés par la politique de soutien de leur gouvernement à cette opération, à commencer par le gouvernement Macron, en France.

4 février 2019.